



Le nationalisme

7 OCTOBRE 2020

Le mot « nation » désigne un groupe de personnes qu'unissent les liens du sang, de la langue et de la culture. Le latin nous rappelle que *natio* et *natus* sont deux concepts qui n'intéressent pas toujours le partage d'un même sol. C'est au XVIII^{ème} siècle que le concept connaîtra une transformation radicale, à la faveur de la Révolution française. Auparavant, plusieurs nations pouvaient coexister sous l'égide d'un même État ; mais la nation devait s'identifier à l'État et l'État-nation devait apparaître comme un fait positif. L'histoire du concept de nation connaît là une rupture importante qui justifie que son étude conduise inexorablement à étudier la situation européenne et, surtout, française de la fin du XVIII^{ème} siècle. La coutume veut qu'on distingue deux logiques, deux esprits de la nation : une conception moderne, nourrie des Lumières, et une conception romantique, héritée de la philosophie allemande et de ses développements du XIX^{ème} siècle. Cette approche simplificatrice ne doit pas faire oublier les très importantes nuances observables d'un auteur à l'autre.

Quelle est cette conception moderne de la nation ? Il s'agit peu ou prou d'une association de personnes, unies par des liens contractuels qui manifestent ainsi leur volonté de vivre sous les mêmes lois. La nation ne se définit point d'après la naissance, d'après les liens du sang ou de l'ethnie, d'après le territoire, en bref non point par l'histoire, mais par la volonté, par l'adhésion libre à l'idée et aux principes d'une communauté politique – c'est une perspective volontariste et constructiviste. La nation désigne ici l'ensemble des citoyens contractants et décidant de remettre le pouvoir à la volonté générale définie par l'adhésion à des principes publiquement proclamés. Sieyès le premier, puis Renan, donneront toutes les précisions nécessaires pour comprendre cette conception de la nation et de l'État-nation. L'horizon ouvert à la nation est donc indéterminé puisqu'elle repose sur une adhésion libre et volontaire à la « loi » qu'elle se choisit. On ne naît donc pas membre de cette nation, on le devient sur la base de la volonté expresse, manifeste et effective de se conformer aux principes de l'association, de la communauté politique. On peut librement cesser d'en être membre et la nation elle-même peut devenir ce qu'elle veut être, ce que ses membres manifestent ensemble la volonté d'être. On retiendra cette expression « l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours »¹ et on prendra soin de remarquer que c'est bien l'existence de la nation qui est un plébiscite, non point la nation elle-même. Il ne faut pas s'étonner que tout citoyen puisse renoncer à sa nationalité : l'idée révolutionnaire est d'accorder à tout citoyen le droit de renoncer aux principes auxquels il a publiquement adhéré, car l'accès à la nationalité est un choix libre, un engagement qu'on doit pouvoir rompre à tout moment. Dans le même esprit, tout citoyen peut être frappé de « mort civile » et perdre sa nationalité s'il commet une infraction grave, s'il trahit les principes sur lesquels repose la communauté nationale².

L'idée romantique de la nation s'oppose radicalement à cette vision moderne. La nation romantique est une identité close, située sur elle-même, repliée sur les liens organiques et naturels, fruits de l'histoire d'une communauté vivante de personnes rapprochées, uniques par la même langue, les mêmes origines. La nation romantique repose sur les différences de la communauté avec les autres : elle renvoie à l'idée de nation-génie, d'âme collective, ce qui devrait donner une nation plus simple à identifier, plus simple à définir. Toutefois, tous

¹ Renan, Ernest. « Qu'est-ce qu'une nation ? » dans *Œuvres complètes*, Calmann-Lévy, 1994.

² Goyard-Fabre, Simone et al. « État et Nation » dans *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n°14, Vrin, 1989.

les penseurs de la nation entendue ainsi n'ont pas proposé les mêmes éléments pour arrêter un processus de détermination précise de ce qui constitue l'essence de la nation. La nation romantique est une constellation d'idées difficilement dissociables de la vie intellectuelle, culturelle, littéraire surtout, de cette époque, tributaire des événements politiques du temps qui secouaient l'Allemagne. Trois idées dominent cette approche romantique de la nation : l'unité, l'individualité et la personnalité. Toute manifestation de la vie est supra-individuelle ou, en tout cas, saisie comme telle. Il faut donc penser la nation comme un tout individuel qui est un « tout » unitaire, composée d'une pluralité d'individualités, de personnalités qui viennent colorer l'unité de la nation. Comment alors thématiser le lien mystique et mythique qui se tisse entre la nation et l'individu – ce qui revient à susciter la coïncidence entre l'individualité des personnes et l'individualité de la nation ? pour le baron von Hardenberg, plus connu en France sous le nom de Novalis, plus les individus sont « vivants et spirituels », plus l'État est vivant et personnel, car de chaque citoyen se dégage le génie de l'État, qui n'est autre que le génie national dans la vision organiciste du terme, tout comme « dans une communauté religieuse un dieu personnel se révèle sous mille formes »³. En allant plus loin, on peut considérer que la nation est la condition de l'accomplissement de l'être humain comme individualité, d'où la nécessité qu'il existe des gens pour « prêcher l'État » dont la finalité est de favoriser la vie humaine, c'est-à-dire de rendre l'homme « absolument puissant et non absolument faible ». Cet État-nation est donc clos sur lui-même, comme une individualité achevée, éloignée de tout processus constructiviste, de tout rationalisme : il est le fruit d'un processus historique et naturel. Cette pensée historiciste de Novalis se complète des éléments suivants pour caractériser la nation :

- la critique des États allemands, dispersés et faibles, qui ont vocation à se rassembler et s'unir pour devenir un grand et authentique État-nation allemand ;
- l'universalisation du caractère allemand qui est distinct de la romanité, de l'hellénité, de la britannité, qui n'est pas limité à un seul État mais devient le caractère humain par excellence ; selon Novalis, la germanité, c'est le cosmopolitisme mêlé à une puissante individualité et les Français, par leur Révolution, n'ont gagné qu'une portion de germanité ;
- la marque première et distinctive de la supériorité d'une nation, c'est sa langue, et la langue allemande est supérieure à toutes les autres ;
- la richesse d'une tradition nationale éprouvée par l'histoire ; cela conduit Novalis à surestimer la contribution de l'Allemagne à la culture européenne en général.

Tous ces thèmes seront partagés par les autres penseurs de la nation romantique, comme Arndt, Müller, Schlegel, Fichte. Tous étaient cependant confrontés à une difficulté particulière : la langue allemande était parlée en dehors des frontières d'un unique État qui aurait été l'Allemagne. Cela conduisit le kantien Schlegel à défendre l'authenticité d'une nation comme fondée sur l'unité de sa langue, la pureté de son sang et de ses mœurs et l'attachement démontré par le groupe à chacun de ces éléments⁴. Cette notion de pureté connaîtra de beaux développements chez les romantiques, qui confineront à l'obsession chez Arndt et Müller. Ce dernier déclare : « me déplaît ce à quoi les autres pensent, rêvent et aspirent ; un royaume universel et un mélange de tous les peuples, qui s'accompagneront d'une humanisation et d'un ennoblissement continuels. Je hais profondément ce mélange sur terre parce qu'il signifie une dissolution, c'est-à-dire une mort politique et morale des différentes nations »⁵. La pureté des mœurs est nécessaire à la conservation de la pureté du sang ; seule la société des ordres anciens peut garantir l'une et l'autre, car ils sont la configuration naturelle d'une nation et la condition de son maintien dans ses formes historiques : ces éléments peuvent se distinguer et s'analyser, mais ils demeurent inséparables les uns des autres comme les organes d'un corps – ce corps serait la nation. La souveraineté de l'État est alors nécessaire à la nation qui se veut conserver, car il dispose de son caractère propre, se gouverne selon les lois et les mœurs qui lui sont propres.

³ Freiherr, Georg Philipp Friedrich, dit Novalis. *Œuvres complètes*, I, Gallimard, 1975.

⁴ Schlegel, Friedrich. *Philosophische Vorlesungen aus den Jahren*, 1806.

⁵ Arndt, Ernst Moritz. *Germanien und Europa*, 1803.

Cette conception romantique de la nation conduit Müller à rejeter l'idée de droit naturel qu'il est vain de distinguer d'un droit positif : « toutes les localités, qui introduisent le droit positif, découlent de la nature »⁶ car l'État n'est rien sinon l'alliance entre les générations passées et futures. L'individu perd alors son identité, ses contours, et est totalement absorbé dans l'identité de la nation qui est « la noble communauté d'une longue série de générations passées, présentes, futures, toutes unies » ; Müller va plus loin encore quand il considère que la distinction entre la vie privée des individus et la vie publique de la communauté seraient deux entités distinctes : l'une et l'autre doivent se confondre, car il n'est d'autre « vie » que celle de la nation, vue d'en bas quand on s'intéresse au citoyen, vue d'en haut quand on s'intéresse à l'État⁷. Fichte lui-même, en dépit de différences par ailleurs considérables, propose une éducation allemande destinée à surmonter cette division de la vie publique et de la vie privée : une science nationale allemande, qui réunit les sciences naturelles et les sciences de l'esprit, doit réconcilier tous les éléments de la vie nationale. Il faut voir, dans cet empressement à doter l'État allemand d'un puissant appareillage pour l'action politique, l'influence de la situation européenne de l'époque : ces auteurs écrivent alors que les États allemands courbent l'échine devant Napoléon.

Si la conception moderne de la nation a connu une remarquable stabilité, la conception romantique a connu des développements importants. Cela s'explique certainement par le caractère très incertain de cette idée d'Allemagne sur un vaste territoire morcelé, victime des vicissitudes de l'histoire. Un ouvrage apparaît fondateur : *Idées pour la philosophie de l'histoire de l'humanité*, écrit par Johann Gottfried von Herder entre 1744 et 1791. L'auteur, ingénieux, opère une synthèse entre la conception révolutionnaire de la nation et la conception romantique, qui était alors en germe dans son Allemagne natale. Il renvoie dos à dos les gémissants qui auraient grande honte et ceux qui auraient grande fierté d'appartenir à telle ou telle nation, comme on appartient à telle ou telle famille, et soutient que « l'humanité » a besoin, pour se réaliser, de la spécificité de chaque peuple, de chaque nation. Peu importe les déterminations géographiques et empiriques qui modifient et changent leurs caractères, un principe, une raison d'être est à l'œuvre dans chaque nation : « chacune porte en elle l'harmonie de sa perfection, non comparable à d'autres »⁸. Entité close sur elle-même, mais ouverte aux possibles de son génie intérieur et national, chaque nation présente ses spécificités culturelles et ethniques et représente l'humanité en tant qu'elle en constitue un moment concret, un « exemplaire » engagé vers son accomplissement.

Il faut comparer cette approche à l'historicisme radical de Justus Möser qui considère, au même moment, que la nation n'est autre qu'une somme arrêtée de déterminations⁹ sociales, historiques, politiques et empiriques existantes. Plus tard, Joseph de Maistre écrira que la nation, ce n'est d'autre que « le souverain et l'aristocratie »¹⁰, autrement dit l'État et ses élites. Certains ont alors considéré que la proposition herdérienne portait en elle les germes de cette conception romantique dont l'Allemagne serait si friande¹¹, mais il apparaît que Herder fut plutôt conduit par une tentative de penser l'universel dans ses moments de réalisation concrète et peut-être que l'idée allemande de *Kultur* lui est bien plus redevable. En rapprochant encore cette proposition herdérienne des écrits de Wilhelm von Humboldt, on en saisit mieux les contours, car ce dernier avait pour projet de comprendre l'homme et l'humanité « à travers une étude anthropologique comparative de toutes les nations de tous les temps »¹² : la nation herdérienne serait-elle autre chose que l'ethos, l'habitus, le génie d'un peuple ?

La conception romantique de la nation eut d'autres influences, comme le rayonnement en Allemagne de l'œuvre¹³ d'Edmund Burke sur les événements français. Gentz, Fichte et d'autres vont poursuivre cette attitude critique et cette posture contre-révolutionnaire. Ils iront jusqu'à critiquer les dérives de l'*Aufklärung*. Ainsi, la

⁶ Müller, Adam. *Die Elemente der Staatskunst*, 1809.

⁷ Müller, Adam. *Über König Friedrich II*, 1810.

⁸ von Herder, Johann Gottfried. *Idées pour la philosophie de l'histoire de l'humanité*, 1784-1791.

⁹ Möser, Justus. *Patriotische Phantasien*, 1786.

¹⁰ de Maistre, Joseph. « Lettre à M. Le Chevalier de Saint-Réal » (3 janvier 1817), dans *Lettres et opuscules inédits*, Vaton, 1851.

¹¹ Finkielkraut, Alain. *La défaite de la pensée*, Gallimard, 1987.

¹² von Humboldt, Wilhelm. *Plan einer vergleichenden Anthropologie*, 1795.

¹³ Burke, Edmund. *Reflections on the French Revolution*, 1790.

nation fichtéenne, comme il nous la décrit dans les *Discours à la nation allemande*, représente une synthèse critique entre les deux conceptions rivales. S'adressant à des Allemands et « rien qu'à des Allemands », Fichte dénonce l'égoïsme de ses compatriotes qu'il décrit comme dénués de conscience nationale : la raison froide et calculatrice des lumières a rompu tout lien entre la vie présente et la vie future, lien créé par la religion et qui fortifie la communauté nationale ; cette froide raison a aussi détruit les notions morales complémentaires ou de remplacement, comme l'amour de la gloire, l'honneur national, sans remplacer ce que les Lumières dénoncent comme des « illusions trompeuses ». Fichte identifie la langue allemande comme d'un intérêt vital pour les Allemands, car la nation n'est rien sans cette langue, si utile à la communauté des hommes qui nourrissent entre eux leur langage, par la communication, tant et si bien que la langue devient moins un médium par lequel la nation exprime son expérience, mais l'expérience même de cette nation. Fichte s'imposera de chercher ce qui distingue d'ailleurs les Allemands des autres peuples germaniques pour en déduire la supériorité de la langue allemande sur toutes les autres langues, qui ne sont qu'appauvries ou mortes, à l'instar du français qui n'est qu'une surface dont les racines sont mortes. Fichte prolonge cette valorisation de l'Allemagne en cherchant, dans le Moyen Âge, des exemples pour exprimer toutes les vertus allemandes et tous les accomplissements d'un peuple intrinsèquement génial.

Qu'est-ce que le nationalisme ?

Comment situer le nationalisme ? Peu de mots ont une telle charge d'ambiguïté. Les préoccupations polémiques, les considérations d'ordre moral et la propension immédiate à la justification ou à la condamnation viennent nuire à toute tentative de définition, quand elles ne vont pas jusqu'à en altérer l'utilisation. Il apparaît au XIX^{ème} siècle, en Grande-Bretagne et en France, mais sa signification initiale s'est enrichie successivement de significations dérivées, parfois non réductibles l'une à l'autre. Le mot n'apparaît en France qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, pour désigner les excès du patriotisme jacobin, quand on peut déjà lire *nationalist* dans la langue anglaise en 1715. Dans les dernières années du XIX^{ème} siècle, l'usage se généralise et se stabilise, avec une triple signification : péjorativement, il est employé pour moquer certaines formes outrancières de patriotisme ; habituellement, il désigne les revendications d'un peuple assujéti aspirant à l'indépendance ; plus localement, il peut servir de marqueur, d'étiquette pour certains groupements et certaines écoles qui affirment la primauté, dans l'ordre politique, de la défense des vertus nationales et des intérêts nationaux – on parle de nationalisme barrésien, de nationalisme maurassien, etc.

La question du vocabulaire reste la première difficulté d'approche, pour l'analyse politique d'un tel mot. L'ambiguïté est partout. Certains pays ont, à certaines époques, proclamé un nationalisme organisé autour d'un parti et structuré par un puissant étayage doctrinal. Dans ces mêmes pays et dans d'autres, un nationalisme inorganisé et diffus existe, dont l'expression s'observe au-delà des partis et du champ politique. On peut alors considérer que le premier nationalisme est évident, facile à saisir, quand le second est plus incertain, plus insaisissable, puisqu'il tend à se confondre avec le patriotisme. Il serait toutefois bien audacieux de prétendre observer l'un et l'autre séparément, de considérer qu'ils ne communiquent pas et qui s'intéresse au nationalisme revendiqué de Barrès, de Maurras, de Déroulède aurait tort de ne pas considérer le nationalisme non revendiqué mais indiscutable de Péguy, de Poincaré ou des manuels scolaires et des romans de la même période. Par ailleurs, l'idéologie nationaliste n'est que très rarement à l'état chimiquement pur, ce qui complique la tâche de l'observateur. Il semble même qu'elle n'apparaisse qu'à la faveur d'une imbrication complexe dans un système plus général de valeurs politiques et sociales, comme si le nationalisme n'existait qu'en lien avec d'autres idéologies. Les premiers nationalismes européens sont d'inspiration libérale, liés à l'héritage affectif de la Révolution française : la nation devait mettre à bas l'ordre ancien, traditionnel et monarchique. Plus tard, au début du XX^{ème} siècle, les nationalismes sont réactionnaires, conservateurs, autoritaires et antidémocratiques. Malgré toutes ces difficultés, il est possible d'identifier une substance propre au nationalisme.

Quand l'État-nation, juridiquement autonome, n'existe pas encore, le nationalisme peut se définir comme la volonté d'une collectivité ayant, par le jeu des circonstances, pris conscience de son individualité historique, de créer et de développer son propre État souverain ; c'est là un élément essentiel : ce nationalisme est une quête

de la souveraineté. Quand l'État-nation est déjà constitué, le nationalisme est le souci politique prioritaire de défendre l'indépendance et le génie de cet État-nation ; ce caractère prioritaire distingue le patriotisme, sentiment diffus, du nationalisme, qui situe la nation, constituée en État, au premier rang des valeurs politiques et sociales.

Cette esquisse de définition ne doit pas faire oublier qu'il n'existe pas un nationalisme, mais des nationalismes ; nous essaierons ici d'approcher le fonds idéologique commun à tous, et nous organiserons notre propos en quatre points : la souveraineté, l'unité, le passé historique et la prétention à l'universalité.

La souveraineté est fondamentale pour les nationalismes des peuples placés sous le joug d'autres peuples et qui luttent pour leur indépendance : acquérir la souveraineté consacrerait leur droit à la libre disposition d'eux-mêmes et constitue l'objectif suprême de leur combat. Même une fois constitué l'État-nation, la souveraineté reste à affirmer, à défendre et peut-être à étendre. Les symboles de la souveraineté occupent donc une place particulière dans toutes les manifestations sentimentales du nationalisme : le drapeau, l'hymne national, entre autres choses. D'une certaine manière, il apparaît que l'adhésion d'une communauté à la « foi » nationaliste se mesure au degré d'attachement de cette communauté à la souveraineté de son État : le nationalisme naît avec la volonté de conquête de la souveraineté, mais il se détériore quand fléchit la volonté d'en conserver la plénitude.

Il s'en déduit que tout nationalisme est unitaire : tous, en Europe comme ailleurs, expriment la volonté de défendre et de renforcer la cohésion du groupe national. Le nationalisme est irrémédiablement conduit à lutter contre les particularismes sociaux, politiques, ethniques, administratifs, linguistiques et même religieux qu'il n'a pas déjà historiquement intégrés en lui-même : lutter contre ces dissidences est nécessaire pour limiter la prolifération de ces germes internes d'antagonisme. La pente naturelle du nationalisme paraît l'incliner vers une forme de totalitarisme idéologique et moral : la pluralité des options, des fidélités et des appartenances ne sont acceptables qu'à la condition d'être en harmonie avec les institutions et les principes qui fondent l'unité nationale.

Apparaît alors comme nécessaire au nationalisme la prise de conscience d'un passé historique caractéristique d'une communauté donnée ; cette histoire a nourri la communauté, l'a forgée. C'est à partir de cette revendication à l'autonomie d'une culture héritée d'un passé long et glorifié que les théoriciens nationalistes s'efforcent de légitimer la revendication de l'indépendance nationale ; l'essor des nationalismes africains et asiatiques est indissociable de l'effort de reconstitution historique qui l'accompagne. L'enseignement de l'histoire et l'exaltation de toute mystique nationale occupent une place décisive dans la diffusion d'un « esprit » nationaliste, car ses grands mythes s'en nourrissent : le culte des héros nationaux et la frénésie des commémorations sont des indicateurs puissants du degré de ferveur inspiré par tout nationalisme, autant qu'ils permettent d'observer avec clarté la coloration sentimentale et idéologique propre à ce nationalisme.

La bascule opère alors quand le nationalisme prend appui sur l'exaltation du passé pour affirmer la valeur universelle du génie national dont il est nourri. Le nationalisme porte en lui la conviction que les richesses morales, intellectuelles, religieuses et sociales qui lui sont propres éclipsent les richesses portées par les autres nations. Ces richesses sont destinées à se répandre au-delà des frontières de l'État-nation, par le rayonnement culturel ou par le rayonnement des armes. *Gesta dei per Francos*, « l'action de Dieu passe par les Francs », écrivait Guibert de Nogent pour raconter la Première croisade ; les Américains ont l'intime conviction de la supériorité de l'*American way of life* ; nous connaissons aujourd'hui les passions soulevées par l'africanisme. C'est que le nationalisme se mue parfois en messianisme, tant et si bien qu'on a pu observer, et jusqu'à très récemment, une propension du nationalisme le plus épidermique à l'accaparement de l'ensemble des progrès humains, car il est tentant pour toute nation de revendiquer pour elle-même les grandes découvertes de la science et de la technique, quand ces découvertes apparaissent comme des marqueurs de la grandeur nationale.

Comment caractériser les nationalismes ?

Cependant, gardons-nous toujours d'imaginer que tous les nationalismes se ressemblent. Nous avons déterminé quelques éléments de comparaison et un certain nombre de dénominateurs communs. Nous allons à présent observer qu'il existe mille et une nuances du nationalisme.

En premier lieu, il faut insister sur ce point : le nationalisme d'un peuple assujéti n'a pas la même nature que le nationalisme du peuple qui le domine. Le premier est l'expression d'une volonté créatrice de l'État-nation, le second s'exprime dans le cadre d'un État-nation déjà créé et installé. Les nationalités nouvelles qui sont apparues au cours du XIX^{ème} siècle, par exemple, se sont nourries de cette volonté jusqu'à la fondation d'un État national propre. Le nationalisme peut aussi se développer à partir de l'État-nation, comme en France où l'affirmation du sentiment national est étroitement liée au développement territorial et administratif de l'État monarchique. Est-ce à dire qu'il existe des États souverains en quête d'une nation comme il existe des nations en quête d'un État souverain ? La situation historique est l'une des bases de compréhension les plus sûres pour analyser les effets et les causes du nationalisme. Elle permet de comprendre pourquoi certains nationalismes sont étroitement associés aux aspirations démocratiques, comme aux États-Unis ou en Suisse, pourquoi d'autres sont de type traditionaliste et autoritaire, comme en Europe de l'Est, pourquoi d'autres sont inséparables d'une vision socialisante et collectiviste du devenir des sociétés humaines, comme en Amérique du Sud.

C'est justement dans la prise en compte des attitudes et postures sociales d'une nation qu'il est possible de distinguer le nationalisme euphorique et satisfait du nationalisme anxieux et inquiet, selon qu'il se développe dans un climat affectif de triomphe et de puissance, de supériorité, ou dans un climat de menace, de rétractation, de crainte et de décadence. Il est également des nationalismes associés à des attitudes sociales conservatrices, quand d'autres nationalismes sont plutôt associés à la révolte, à une posture sociale de refus des ordres établis. C'est que le nationalisme joue parfois dans l'histoire d'une nation l'effet d'un transformateur ou d'un régulateur, comme s'il portait en lui l'énergie, la force des métamorphoses de la collectivité ou, au contraire, le frein et la protection contre la dissolution des cadres traditionnels. En d'autres termes, le nationalisme ne serait pas systématiquement à l'origine des grandes mutations, ni même ne cause de grandes stagnations. Sur le terrain économique, par exemple, le nationalisme peut remplir une fonction importante dans le processus de développement d'une nation, car la prise de conscience d'un « retard » ou la quête d'un avantage comparatif, par exemple technologique, justifie de combler ce retard ou d'accomplir cette quête en puisant dans les forces sociales que le nationalisme peut générer. C'est particulièrement observable aujourd'hui dans l'expression contemporaine des nationalismes asiatiques, africains et sud-américains, mais ce n'est rien de nouveau au regard des nationalismes allemands ou français du XIX^{ème} siècle.

Le nationalisme nous apparaît alors comme l'effort qu'accomplit une communauté pour se posséder elle-même intégralement. Il lui revient d'assumer, dans leur totalité, toutes les valeurs, même les plus profondes, que cette communauté se reconnaît et qui la distingue des autres communautés. Il n'est donc pas étonnant que toute doctrine nationaliste se pique d'exalter, de magnifier les modes particuliers de culture et de vie collective propre à la communauté nationale à laquelle elle se réfère. Il est alors possible d'identifier des groupes de nationalismes qui se ressemblent selon qu'ils appartiennent à telle ou telle aire de civilisation. Nous pensons qu'il existe un nationalisme de type occidental, africain, arabe, latino-américain, slave, etc. : chacun se distingue de tous les autres, mais dans chacun de ces groupes ils semblent appartenir à un système de valeurs sociales, esthétiques, intellectuelles et morales propre à chacune des civilisations en question. La porosité, d'une civilisation à l'autre, ne doit pas faire illusion, pas plus que la porosité d'un nationalisme à l'autre. La place occupée par la question religieuse revêt une importance particulière au regard de ces questions géographiques, car la religion a certainement sa place dans toute doctrine nationaliste. Certains nationalismes sont d'ailleurs indissociables de l'expression d'une foi religieuse, quand par exemple la lutte pour l'indépendance correspond à la lutte pour la liberté religieuse. Remarquons que le nationalisme peut lui-même proposer ses impératifs religieux, ses rites et son culte, s'imposant alors comme une foi de substitution susceptible d'entrer en conflit avec les formes plus traditionnelles de la piété : quand il devient un absolu spirituel, le nationalisme souffre difficilement la concurrence des Églises, même quand celles-ci lui sont attachées. L'exemple français de la fin

du XIX^{ème} siècle est alors très intéressant, car c'est parallèlement que se sont affirmés deux nationalismes : un nationalisme démocratique, libéral, et un nationalisme autoritaire, traditionaliste ; un nationalisme satisfait et conquérant, et un nationalisme inquiet et menacé ; un nationalisme anticlérical et un nationalisme d'expression religieuse traditionnelle.

Enjeux contemporains pour la nation

Pourquoi alors la « nation » doit-elle revenir en Europe et en France en particulier ? Les contemporains la considèrent comme obsolète, dépassée, voire dangereuse : les dirigeants politiques européens ne manquent jamais une occasion d'alerter sur les périls qu'un tel concept porte en lui. Les penseurs et les intellectuels eux-mêmes n'ont pas ménagé leur peine pour creuser la tombe d'une idée si chère à l'histoire de la France. Malgré eux, les enjeux nationaux se sont imposés comme des incontournables des élections dans plusieurs pays de l'Occident, ces dernières années, comme en France, en Allemagne, en Italie, aux États-Unis et même au Royaume-Uni. Les pays d'Europe centrale ne sont pas en reste et la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie font souvent l'objet d'observations consternées de la part des intellectuels français qui se refusent à considérer avec sérieux les événements contemporains. Ils ne font pas le lien entre ces éveils nationaux et le phénomène migratoire que l'Union européenne est impuissante à contrôler, quand elle sait pourtant diffuser les fondements d'un multiculturalisme normatif qu'elle ne comprend guère, puisqu'elle ignore que la modernité sans frontières ne peut advenir qu'à la condition de l'effacement de tous les particularismes, qui sont autant de « repli sur soi » et de signe de la « peur de l'autre ». Ce projet de la modernité universaliste devait avancer sur les trois terrains de l'économie, de la culture et de la morale ; ce dernier terrain est celui qui se déploie devant nous avec la défense des « valeurs européennes », véritable surmoi répressif contre tout ce qui s'oppose à l'universalisme déliquescents d'une Union qui ne l'est pas moins. L'ouverture à la concurrence de l'activité économique devait ouvrir à la concurrence la coexistence culturelle, source de conflits sensibles entre ceux qu'on laisse faire, qu'on laisse passer, et ceux qu'on somme de souscrire aux illusions du « vivre ensemble ». La nation, passion identitaire et réductrice, apparaît comme un obstacle dressé devant la modernité universaliste : elle donne aux peuples des nourritures pour résister à l'inexorable marée qui prétend les déposséder de leur être profond. Elle est pourtant ce qui permet d'articuler l'universel au particulier.

L'idée française de la nation a peut-être pour fondement le « contrat », elle ne s'y réduit guère. Au contraire, le lien de la nation à la souveraineté nationale a naturellement conduit la conception française de la nation à renouer avec l'histoire, avec le passé monarchique et chrétien : il fallait, pour que la nation se perpétue, un récit de la continuité capable d'absorber la rupture révolutionnaire et l'élaboration de ce récit fut confié aux historiens, car quelle autre nation que la nation française pouvait se targuer d'un si puissant enracinement dans l'histoire ? Nous connaissons les figures relayées par les manuels d'histoire de la Troisième république, qui évoquaient nos ancêtres les Gaulois, le bon roi Henri IV, le grand ministre Richelieu, la patrie révolutionnaire et l'Empire. Toute personne prétendant devenir français devait souscrire aux principes généraux et fondateurs de la communauté française : ils devaient épouser ce corpus historique, s'imprégner du génie civilisationnel français. C'est ce modèle qu'on a nommé un temps l'assimilation et qui n'existe plus, aujourd'hui, qu'à rebours d'une pratique au diapason du rayonnement culturel de notre pays, autrefois. L'orientation s'est faite, après les années 1970, en faveur du modèle de l'intégration dans la reconnaissance des minorités et de leur diversité. La communauté française devint une société toujours plus fragmentée culturellement et même religieusement, alors qu'on la croyait destinée au triomphe de l'athéisme. Ne nous y trompons pas : renoncer à ce modèle républicain de l'assimilation (qui n'était peut-être plus viable, considérant les volumes des flux migratoires) a entraîné rapidement le discrédit de la nation, de ses attributs, de ses caractères.

C'est que la nation, forme politique historique et source d'homogénéité, notamment culturelle, devenait inadaptée au monde Occidental fort de sa diversité. Comment les nations peuvent-elles exister sans les frontières ? L'idée Européenne, par ailleurs, est apparue comme un substitut téléologique de la nation, comme une alternative heureuse et moins chargée de souvenirs et des responsabilités qui accompagnent les pesanteurs d'une conscience historique. La mondialisation économique et l'hégémonie culturelle américaine devaient

encourager ce reflux de la nation. Pour autant, comme nous l'avons dit, l'idée revient, l'idée séduit, l'idée s'impose. L'opportunité nous est donnée d'y réfléchir, car la nation ne sera plus ce qu'elle fut au XIX^{ème} siècle, au XX^{ème} ; concept flexible, car déjà la France était désignée du nom de « grande nation » au XVII^{ème} siècle, la nation nous semble être la pierre angulaire en vue de reconquérir notre souveraineté : la souveraineté de notre État, bien sûr, mais la souveraineté sur nous-mêmes, sur ce que nous sommes et ce que nous devons être. Elle est ce sentiment d'appartenance qui fera le lien de l'universel au particulier. Qu'est-ce qui justifierait la permanence de la nation, sa survivance ? Nous entendons souvent parler de vivre-ensemble, mais l'expression nous semble vide, creuse, dénué de sens et de réalité. Elle peut tout désigner, selon les « valeurs » qu'on lui associera. Mais n'est-elle pas le fruit du « bon sens », le signe d'une intuition commune à tous, car l'effacement de la nation a laissé un vide insupportable, puisqu'il manque à notre communauté la « bonne raison » de se maintenir ensemble ?

Faire communauté, ce n'est pas vivre seul, c'est vivre seul et ensemble, c'est conjuguer l'être particulier et l'être universel. Les nombreux débats autour des valeurs de la République et, surtout, autour de la laïcité, surinvestie ou dépouillée selon qu'on la souhaite fermée ou ouverte, témoignent du malaise identitaire français, et montrent que la loi de séparation de 1905 n'est pas capable d'apporter une solution à la délicate question du sentiment d'appartenance. Ceux qui s'attaquent à la laïcité ont bien compris qu'elle est un astre mort, et ceux qui s'accrochent à ses oripeaux n'ont pas vu que cette exception française a vécu. Elle était un élément du corps plus complet qu'était la nation ; quand ils ont chassé le corps, intellectuels et dirigeants n'ont pas compris qu'ils dépossédaient de leurs forces toutes les valeurs et tous les principes qui lui étaient attachés. Ils ne peuvent alors que pleurer sur les foyers de conflits qui apparaissent en France comme autant de foyers épidémiques. La nation est cet art pacifique de vivre ensemble, ce nœud de cohésion entre l'universel et le particulier, entre l'unité et la pluralité. Que serait notre nation sans toutes les « petites patries » qui la constitue ? L'individu, sa famille, son village, sa ville, sa région, sa France : autant de cercles concentriques pour conjuguer tout à la fois le « plébiscite de tous les jours » et la patrie charnelle de la terre et des morts. Le sentiment d'appartenance gravite autour de ce nœud articulatoire, car la nation est ce qui rattache l'individu à une communauté d'histoire et de culture, à un ensemble de familles et de récits. Et l'unité nationale répond à l'unité du citoyen, comme la souveraineté de la France répond à la souveraineté du citoyen français. La culture et l'histoire nous semblent être de puissants antidotes contre la modernité universaliste et contre l'obsession identitaire, qui se préoccupe de la *summa divisio* de l'être sans jamais se soucier de l'agir.

La nation française est là pour nous préserver de ces maux qui, en Europe, plongent des sociétés entières en dehors de l'espace et du temps. Une communauté qui ne sait plus d'où elle vient, ni ce qu'elle est, ni où elle veut aller, se prive d'un destin : elle s'arrête, se termine, s'éteint. Pour se préserver d'une telle négation de soi, il faut renouer avec l'élaboration du récit national, et sa transmission, pour présenter aux futurs français que l'histoire de France est une aventure à poursuivre – n'est-ce pas la tâche de l'École comme institution ? Rappelons que dans sa conférence de 1882, Renan dressait un parallèle trop souvent méconnu entre la nation, qui est un plébiscite de tous les jours, et l'individu, qui est une affirmation perpétuelle de vie. Enfin la communauté qui ne sait plus se reconnaître, qui ne sait plus identifier le « nous » des « autres » se met en dehors de l'espace, puisqu'elle ne sait plus s'y retrouver ; la nation n'est pas le creuset des vexations et des bellicismes, elle est au contraire la garantie la plus sûre contre les crispations et les exaspérations. Nous pourrions même affirmer qu'elle est la seule force capable de neutraliser les passions universalistes, porteuses de mort, et les passions identitaires, porteuses de névrose. Elle les neutralise et capte à son profit leur part de vérité. Reste que l'Europe, contre la souveraineté de la nation, apparaît comme un point de repli, une barbacane à défendre pour les plus alarmistes d'entre nous qui redoutent l'inexorable lutte des civilisations. Nous rappellerons simplement que la nation est le socle politique de l'esprit européen et que toute conception fédéraliste pour le continent Européen porte en elle la négation de l'identité historique de l'Europe. Si les États d'Europe doivent s'entendre et coopérer, c'est en tant que nations libres et souveraines. L'Union européenne, entreprise à broyer les nations, ne sait pas qu'elle se rapproche toujours plus près du gouffre qui la verra disparaître, soit que le sol se dérobe sous ses pieds, soit qu'une bourrasque extérieure l'y précipite.

Bibliographie

Anderson, Benedict. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte & Syros, 2002.

Braudel, Fernand. *L'identité de la France*. Flammarion, 2000.

Burke, Edmund. *Reflections on the French Revolution*, 1790.

Forget, Philippe. *L'obsession identitaire*, Berg International, 2016.

Gellner, Ernest. *Nations et nationalismes*. Payot, 1989.

Girardet, Raoul. *Nationalismes et nation*. Complexe, 1996.

Girardet, Raoul. *Le nationalisme français. Anthologie (1871-1914)*. Seuil, 1983.

Goyard-Fabre, Simone et al. « État et Nation » dans *Cahiers de philosophie politique et juridique*, n°14, Vri, 1989.

Martinet, Gilles. *Le réveil des nationalismes français*. Seuil, 1994.

Nora, Pierre. *Présent, nation, mémoire*. Gallimard, 1994.

Renan, Ernest. « Qu'est-ce qu'une nation ? » dans *Œuvres complètes*, Calmann-Lévy, 1994.

Thiesse, Anne-Marie. *La création des identités nationales*. Seuil, 1999.